



MOBILISATION À LA RAFFINERIE DE GRANDPUITS

**LES RAFFINEURS DE GRANDPUITS EN GRÈVE
SE BATTENT POUR LES EMPLOIS, POUR NOTRE
RÉGION ET POUR L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE.**

Le groupe Total a annoncé en septembre 2020 qu'il veut arrêter le raffinage à Grandpuits et reconverter le site pour une production de biocarburants et bioplastiques.

Ce sont 700 emplois détruits, pour un groupe qui a versé plus de 5,5 milliards de dividendes en 2020. Comme les autres géants de l'industrie, Total profite de la crise sanitaire pour licencier en vue d'augmenter ses profits.

Le bassin seine-et-marnais sera fortement impacté, car 700 emplois ce sont autant de familles, qui connaîtront la **précarité, des mutations forcées.** Ce sera un coup dur pour la vie locale, les petits commerces, les services, les écoles qui fermeront.

**QUEL AVENIR POUR NOS JEUNES
DANS UN MONDE GANGRENÉ PAR LE CHÔMAGE ?**

Les raffineurs se battent jusqu'au bout pour qu'aucun emploi ne soit supprimé. Et pour aller plus loin, et au-delà des revendications strictement syndicales, **la CGT de Grandpuits a engagé un travail, encore embryonnaire, avec l'association Les Amis de la Terre et Greenpeace.** Objectif : sur les terrains libérés par la transformation du site, **proposer une alternative industrielle respectueuse de l'environnement et socialement bénéfique au territoire.** En somme, conjuguer emploi et écologie.

De telles activités doivent être « sous contrôle ouvrier » car « on pêche dans ces rivières, nos enfants se baladent dans ces champs, on vit dans cette région ». **Grandpuits pourrait rapidement devenir le symbole d'un combat syndical teinté de vert.**

Les raffineurs sont en grève reconductible depuis le 04 janvier, et ils appellent la population à les soutenir, à venir les voir directement sur le piquet de grève à la raffinerie, à participer à la caisse de grève pour celles et ceux qui le peuvent.

<https://www.cotizup.com/raffineursgpgsggvenlutte>



LE GIGM, GRÉVISTES INTERPRO DU GRAND MELUN, EXISTE DEPUIS 1 AN MAINTENANT !

Né de la lutte contre la réforme des retraites, il réunit toutes celles et ceux qui luttent contre les décisions de nos dirigeants qui nous projettent un modèle ultra-capitaliste et ultra-libéral qui favorise les logiques de l'argent et du profit au détriment de conditions de vie dignes pour toutes et tous, et au détriment des liens de solidarité entre les hommes et les femmes.

Les choix politiques et économiques qui sont faits creusent les écarts de richesse et nous appauvrissent. On voit bien que la crise provoquée par les fermetures de commerces, et de services profite aux plus gros et va mettre en liquidation et au chômage des milliers de salarié-e-s et de petits patrons.

La course au profit, à la productivité, à la consommation, continue malgré les avertissements (extinction d'espèces, réchauffement et virus) et détruisent notre environnement.

Les « réformes » se déroulent, les plans de licenciement continuent, les services publics finissent d'être démantelés et offerts aux marchés privés.

Résultat : l'emploi est précaire, les conditions de travail régressent, nous avons moins de services publics et nos conditions de vie sont plus fragiles.



NON

À LA LOI DE SÉCURITÉ GLOBALE !

- ✗ Contre l'article 24, bien entendu, mais aussi contre la délégation de certaines missions de la police nationale à la police municipale. L'État ne doit pas déléguer la sécurité intérieure aux communes à la discrétion des maires.
- ✗ Contre l'accès des systèmes de vidéosurveillance par la police municipale.
- ✗ Contre l'utilisation des drones pour des missions de surveillance sans réglementation précise.
- ✗ Contre l'autorisation du port d'armes aux policiers et gendarmes en dehors de leur service.
- ✗ Contre le renforcement des prérogatives des agents de sécurité privée ou encore des agents de la SNCF ou de la RATP.

NON

AU DÉCRET DE FICHAGE !

- ✗ Contre la rédaction de fiches renseignant sur les opinions politiques, syndicales, les convictions philosophiques et/ou religieuses, les activités sur les réseaux sociaux d'une personne ou d'une association.

Restons libres de penser, de croire !

NON

AU PROJET DE LOI CONFORTANT LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE !

- ✗ Contre une « loi bulldozer » qui porte atteinte au droit des parents de choisir le mode d'instruction pour leurs enfants.

- ✗ Contre une « loi bulldozer » qui porte atteinte au droit des parents de choisir le mode d'instruction pour leurs enfants. Ces lois sont liberticides et portent atteinte à nos droits fondamentaux.

MOBILISONS-NOUS !

Ces lois ont été adoptées ou sont en cours d'examen mais tout n'est pas encore perdu.

ALLONS JUSQU'AU RETRAIT !

Ces lois veulent mettre notre société sous surveillance.

**DE CETTE SOCIÉTÉ LÀ,
ON N'EN VEUT PAS !**

➔ À LA POSTE

Avec plus de 80 000 emplois supprimés en 10 ans, la Poste est l'un des symboles de l'abandon des services publics dans nos zones rurales ou quartiers dits difficiles, là où justement ils devraient être les plus présents...

Suppressions d'emplois permanents sans aucun lien avec la réalité des besoins, entraînant un **recrutement massif de personnel précaire peu ou pas formé au métier** (CDD, Intérimaires) qui n'a d'autre choix que de «fermer sa gueule» pour conserver cet emploi et ce salaire temporaires. Qualité de service public totalement dégradée, conditions de travail déplorables dans le seul but de verser chaque année les dividendes **au seul actionnaire : L'État !!!**

État actionnaire qui se comporte exactement comme n'importe quel grand groupe privé dont le **seul but n'est que le profit financier pour quelques-uns**, quel que soit le prix à payer pour les salariés, leurs familles et les tissus locaux....

Il faut resocialiser les services publics, dont la Poste, qui peut jouer un rôle majeur par le retour à une présence physique proche des citoyens, l'octroi de prêts à taux 0 pour les étudiants garantis par l'Etat, etc.

Ce sont des choix politiques, ce sont des choix de société, ceux que nous soutenons, ceux d'une société solidaire dans laquelle chaque individu est reconnu en tant que tel et non comme un simple jeton que les capitalistes lancent sur le tapis de leurs jeux de casino géant. L'humain pour toutes et tous contre des montagnes de fric pour quelques-uns.

➔ DANS LA SANTÉ

On n'oubliera jamais que ce sont **les économies faites sur l'hôpital public et les fermetures de lits (en 15 ans, 64000 lits d'hôpitaux ont disparu)** qui ont dicté les choix de ce gouvernement de confiner et fermer les commerces et restaurants, que c'est **la course au profit qui crée le sous-effectif de personnel dans les Ehpad**, et que les soignant-e-s attendent toujours des embauches et des revalorisations. Que **le secteur de la psychiatrie en souffrance** depuis plusieurs années n'est pas davantage doté pour prendre soin d'une population au désespoir.

➔ DANS L'ÉDUCATION

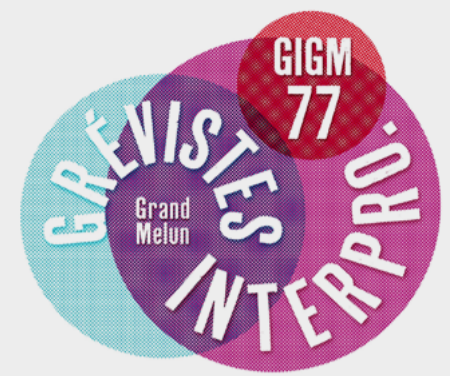
Face à la crise sanitaire, alors que tous les personnels et les parents demandent un plan d'urgence pour rattraper les inégalités scolaires, **le ministère continue de dégraisser et de envisage encore de supprimer des postes à la rentrée prochaine**. Et toujours pas assez d'infirmières, d'assistantes sociales, de psychologues scolaires pour traiter les maux de nos élèves et de leurs familles.

➔ DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le chômage explose, l'usure professionnelle aussi. Pourtant, les employeurs communaux augmentent le temps de travail ! Il est bien loin le temps du COVID où la société avait besoin des soignant.es, des enseignant.es, des agent.es d'entretien des écoles, de nos rues ou des routes, des ATSEM, d'éboueurs, d'auxiliaires de puériculture, d'agents d'entretien... Il est loin le temps où la société avait besoin de ses 5.5 millions d'agent.es publics qui ne comptaient pas leurs heures, parfois au péril de leur vie.

Aujourd'hui, pour les patrons publics, il devient hyper important de compter nos heures. Dans nos communes, fut une lointaine époque où la gôche pensait que la baisse du temps de travail était un progrès social. Des accords locaux avaient conduit les agent.es publics à travailler moins que les sacro saintes 1607h annuelles. Progrès social, mais aussi contre partie à leurs très faibles salaires (les plus bas de la fonction publique...).

Pour le 1^{er} janvier 2022, **1.6 millions d'agent.es territoriaux vont donc voir leur temps de travail augmenter**. Certain.es de 50h, d'autres de 100h par an. Sur la base d'une augmentation du temps de travail de 50h par agent.e, **ce sont donc 80 millions d'heures non rémunérées qui vont être effectuées chaque année. L'équivalent de 50 000 emplois, à temps plein !** Pendant qu'ils font leurs comptes, il est grand temps qu'on leur règle leur compte !



Le *GIGM77 (Grévistes Interpro Grand Melun)* est né de la lutte contre la réforme des retraites suite aux grands mouvements de grève initiés en décembre 2019.

Nous revendiquons l'abandon de la réforme des retraites, la reconquête de nos droits sociaux (retraite à 60 ans après 37 ans et ½ de cotisations). Nous nous battons aussi pour l'abrogation de la loi Blanquer, ainsi que pour les réformes des lycées et du baccalauréat. Et plus largement, nous nous attelons à la construction d'un monde meilleur, débarrassé du capitalisme et de ses effets destructeurs sur la planète, et l'humanité dans son ensemble.

Groupe interprofessionnel de plus de 150 personnes, regroupant notamment cheminot-e-s, postier-e-s, enseignant-e-s, soignant-e-s, et gilets jaunes, nous avons tenu des AG très régulières depuis janvier 2020 rue de la Varenne à Melun. Nous nous sommes réunis deux fois par semaine, sans interruption depuis. **Nous avons manifesté, tenu des piquets de grève, tracté, participé aux coordinations des AGs interprofessionnelles nationales, réalisé des vidéos et organisé une conférence avec Bernard Friot.**

Nous restons très lié-e-s grâce à un fil de discussions sur whatsapp qui nous permet de nous informer et de continuer à penser notre monde en ces temps de crise, et **nous restons mobilisé-e-s dans les luttes en cours du confinement et de l'après.**

Liens externes du GIGM77 :



<https://www.facebook.com/groups/GIGM77>



https://www.youtube.com/channel/UC8i1gSBmH3vL_mLiDXEWW9g



GIGM77@protonmail.com



UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

UNISSONS-NOUS ET REPRENONS LA VIE EN MAIN !

Nous sommes des millions. C'est nous qui produisons les richesses et qui assurons la distribution, c'est nous qui transportons, soignons, éduquons, divertissons, nourrissons...

Ensemble prenons conscience de notre force, unissons-nous pour revendiquer :

- ✓ Le partage du travail,
- ✓ La hausse des salaires,
- ✓ Des conditions de travail et de vie dignes,
- ✓ Des logements décents pour tous,
- ✓ La solidarité avec les plus fragiles d'entre nous, les jeunes, les chômeur-ses, les sans-papiers, les sans logements,
- ✓ Une sécurité sociale protectrice à la hauteur des profits générés par notre travail.

Comme des centaines de collectifs en France et dans le monde, le GIGM se réunit en AG toutes les semaines, échange sur l'actualité des secteurs professionnels, **il s'unit avec les autres forces et participe aux luttes et manifestations** de travailleur-ses et de citoyen-ne-s pour vivre et non survivre.

Le travail, les retraites, la santé, l'école, les libertés, la sécurité sociale, le chômage, le salaire, l'écologie, l'égalité, la condition animale.... Nous avons tous beaucoup trop à perdre ! Un autre monde est possible.